

Armes et munitions

À l'abri moyennant plus qu'un peu d'aide de la part des amis du Tadjikistan



Qu'est-ce que les délégations des États-Unis, de la Finlande, de la France, des Pays-Bas, de la Norvège, de la Slovénie et de la Suède et ainsi que, tout récemment, de l'Andorre, de la Belgique et de l'Espagne ont en commun ? Toutes sont membres d'un « Groupe des Amis du Tadjikistan » à caractère informel, qui s'est fixé comme principale priorité d'aider à protéger la population du pays contre les dangers que présentent pour l'environnement et la sécurité les réserves massives d'armes légères et de petit calibre (ALPC) et de munitions conventionnelles — triste héritage de six années de guerre civile.

PAR WILLIAM PRYOR

En 2003, lorsque l'OSCE a institué, au sein du Forum pour la coopération en matière de sécurité, un mécanisme destiné à aider les États participants à renforcer leurs capacités pour la destruction et la gestion de leurs armes de petit calibre, de leurs armes légères et de leurs munitions en excédent, le Tadjikistan a été un des premiers à demander une assistance.

À la suite d'une amnistie sur les armes après la guerre civile, les autorités se sont retrouvées avec un stock vertigineux de dizaines de milliers de petites armes et de plus de vingt tonnes d'explosifs brisants. Lors d'une visite du dépôt central du Tadjikistan en août 2004, des experts placés sous la direction du Centre de prévention des conflits de l'OSCE ont confirmé les pires craintes du Gouvernement : les conditions dans lesquelles étaient conservés les stocks et le niveau de compétence du personnel chargé de les garder étaient absolument inacceptables au regard des normes de sûreté et de sécurité.

Mis à part les accidents environne-

mentaux qui ne pouvaient manquer de se produire, le risque que des terroristes réussissent à accéder à ce butin dangereux ou que celui-ci soit détourné vers les marchés illicites était par trop élevé. Il n'y avait pas de temps à perdre. Un vaste programme sur mesure a été lancé en juin 2005.

Aujourd'hui, sa première phase, qui intéresse la région de Douchanbé, est sur le point de s'achever.

Les résultats parlent d'eux-mêmes. Les autorités tadjikes ont :

- Construit un site de destruction de munitions à Lohur, près de Douchanbé ;
- Formé neuf spécialistes de l'élimination des munitions explosives ;
- Détruit 34 tonnes d'explosifs brisants ;
- Construit et équipé une installation pour la destruction d'ALPC à Lohur ;
- Détruit 26 000 fusils et pistolets, dont des fusils d'assaut AK-47 et AK-74 et des pistolets Makarov ; et
- Construit ou mis à niveau sept sites de stockage à Douchanbé pour le Ministère des affaires intérieures, l'Agence de contrôle des drogues, le Parquet général, le Parquet militaire, le Ministère de la défense, le Ministère des impôts et des recettes et le Comité d'État pour la protection des frontières.

Alexander Anoshkin, responsable du projet, explique pourquoi sa mise en œuvre s'est déroulée extrêmement bien jusqu'ici.

« Premièrement, les autorités tadjikes elles-mêmes ont apporté un soutien indéfectible à nos efforts conjoints, et notamment trouvé des partenaires qualifiés et enthousiastes dans les organismes gouvernemen-

Des installations de stockage sûres et sécurisées pour les ALPC et les munitions ont été construites dans le cadre du programme de l'OSCE avec le concours de la Suède, de la Slovénie et des Pays-Bas.

Photo : OSCE/Tom Schröder



Le lieutenant colonel Morten Lødøen indique aux visiteurs comment les matières dangereuses sont stockées.



Découpage d'armes à l'aide d'une cisaille hydraulique à l'installation de destruction du Ministère de l'intérieur.

taux compétents. Deuxièmement, le Groupe des Amis du Tadjikistan a mis ses actes en accord avec ses paroles en mobilisant plus de 730 000 euros à l'appui de la première phase ».

En vue de se faire une idée de la façon dont les opérations progressaient, les représentants de cinq pays donateurs se sont rendus à Lohur dans le cadre d'une visite effectuée au Tadjikistan en avril. Ils ont vu de leurs propres yeux comment l'installation remise récemment en état avait permis au Ministère de la défense de gérer la destruction de plus de 34 tonnes de munitions et d'explosifs au cours des 18 mois écoulés.

« Je suis impressionné par les résultats obtenus jusqu'ici, qui m'encouragent à recommander de continuer à apporter notre appui pour la phase suivante du programme, » a déclaré Misa Kangaste, le Conseiller militaire de la délégation finlandaise.

Son homologue de la délégation norvégienne, Tom Schrøder, a opiné. « Nous sommes tous satisfaits de la façon dont le Centre de l'OSCE et les autorités tadjikes ont coopéré en vue de renforcer la sécurité, non seulement dans l'intérêt de la population locale mais aussi au profit de l'espace de l'OSCE dans son ensemble, » a-t-il dit.

Ces deux représentants participent activement aux travaux du Forum pour la coopération en matière de sécurité, qui se réunit toutes les semaines à Vienne pour procéder à un échange de vues et prendre des décisions au sujet des aspects militaires de la sécurité dans la région de l'OSCE. Les autres pays qui ont demandé une aide pour faire face aux menaces découlant de la prolifération incontrôlée et de l'accumulation déstabilisatrice d'ALPC et de munitions conventionnelles sont l'Arménie, l'Azerbaïdjan, la Biélorussie, le Kazakhstan, la Moldavie, le Monténégro, l'Ouzbékistan et l'Ukraine.

Le Groupe des Amis du Tadjikistan s'est également rendu dans plusieurs zones de la région méridionale de Khatlon qui étaient susceptibles d'accueillir des sites de stockage d'ALPC.

« Nous devrions tous nous féliciter de ce que le Tadjikistan stocke aussi consciencieusement des équipements dangereux conformément aux meilleures pra-

tiques, » a dit le Lieutenant-colonel Morten Lødøen, qui avait été détaché par la Norvège pour faire fonction de Conseiller technique en chef du programme. « Le pays est ainsi en mesure de conserver ses stocks hors de portée d'éléments criminels potentiels. »

PERSPECTIVES D'AVENIR

Le succès appelle le succès, en sorte qu'à la fin de 2006, en réponse aux demandes formulées par plusieurs organismes nationaux pour que le programme soit prolongé, le Centre de l'OSCE à Douchanbé a mis au point et lancé la série d'activités suivantes, qui portent notamment sur :

- L'élimination des propulseurs auxiliaires en excédent ;
- Le renforcement des capacités d'élimination des engins explosifs improvisés (parfois appelés « bombes d'accotement ») ;
- La construction d'installations de stockage pour ALPC et munitions conventionnelles dans toutes les régions du pays ;
- La construction d'une installation de stockage pour les munitions conventionnelles ; et
- L'octroi d'une formation à la manipulation des munitions et à la gestion des stocks.

Comme on pouvait s'y attendre, la note à payer est élevée : plus de 1,5 million d'euros, sur lesquels il reste encore à trouver un demi-million d'euros.

« Les avantages sont cependant inestimables et promettent de mettre certainement le Tadjikistan sur la voie qui le conduira à servir de modèle en matière de gestion des stocks dans la région de l'OSCE, » dit Alexander Anoshkin.

« Nous avons bon espoir que la deuxième phase complètera les efforts faits par le pays en vue de mettre en place les installations nécessaires, dotées de spécialistes qualifiés, pour gérer les stocks de manière responsable et efficace — non seulement dans l'immédiat, mais aussi dans un avenir lointain. »

William Pryor est agent de terrain de l'OSCE à Kouliab dans le sud du Tadjikistan.